

Marseille, c'est la France !

jeudi 1er octobre 2020, par [Jacques COTTA](#)

Le dernier épisode du masque ayant pour scène principale Marseille et Aix en Provence et pour acteurs Olivier Veran, Jean Castex et Emmanuel Macron, a suscité une véritable bronca venant de couches jusque là silencieuses venues gonfler les rangs d'opposants à un gouvernement que plus personne ne comprend. Ainsi, patrons de bars ou de restaurants dont un grand nombre risque de disparaître font entendre leur voix en arborant dans la rue des fumigènes qu'on avait peu coutume de voir dans leurs mains.

Les explications données par des commentateurs apparemment compréhensifs et jusque là prudents pour ne pas dire timorés dans leurs critiques envers le pouvoir reviennent en fait à camoufler les responsabilités profondes du gouvernement et de sa politique.

Le gouvernement aurait « oublié de consulter, malgré les engagements pris dans ce sens » nous dit-on. C'est le jacobinisme qui serait la cause du mal, la centralisation, l'état en tant que tel, et en fin de compte la nation. L'essentiel est ainsi évacué, car au cœur ne se trouve pas la méthode, mais le contenu d'une politique qui ne peut générer qu'injustices et drames humains. Le problème n'est pas principalement l'état, sa centralisation, le fait qu'existe une politique de santé nationale et non régionale, mais la politique mise en oeuvre, notamment la politique de santé, le sort réservé aux services publics, l'orientation qui domine à la tête de l'état et s'impose à toute la nation.

C'est donc le fond qu'il faut regarder avec attention.

La politique menée par Emmanuel Macron au compte des grandes puissances financières ne peut générer que misère avec les cortèges de licenciements qui s'annoncent. La pauvreté a fait une percée sans précédent dans les derniers mois, et tous les spécialistes s'attendent à un nouveau rebond avec les bataillons de chômeurs de tous âges qui vont accompagner les fermetures d'entreprises.

Ainsi, Emmanuel Macron, qui désire aller au bout de son mandat et si possible se faire élire une seconde fois, se sait impopulaire et terriblement affaibli, non seulement par l'épisode Covid, mais surtout par la politique qu'il mène depuis deux ans et demi au service du capital financier et des grandes oligarchies dans le droit fil de la volonté dictée par l'UE et autres organismes supra nationaux.

Pour tenter d'y parvenir, il alimente la peur, exige la répression souvent contre des français qui n'ont commis aucune infraction comme le signale le dernier rapport d'Amnesty International qui parle « d'arrestations arbitraires » et « d'acharnement judiciaire », notamment contre les GJ et les manifestants contre la réforme des retraites.

Ainsi, en 2018 et 2019, plus de 40 000 personnes ont été condamnées pour divers infractions et délits "sur la base de lois vagues", fréquemment "utilisées pour restreindre illégalement les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'expression" souligne Amnesty. Grâce à la pandémie, le gouvernement a restreint le droit de manifester. Les amendes ont été distribuées pour dissuader tous ceux qui auraient voulu faire usage de leurs libertés.

De nouvelles catégories ont été ciblées. Les Street médecins, ces soignants des rues qui viennent au secours des blessés durant les manifestations et les journalistes seront dorénavant interpellés, pour signaler que les libertés démocratiques classiques ne seront à l'avenir plus respectées. Comme on peut le voir [ici](#), Le gouvernement est en réalité aux abois.

Emmanuel Macron cultive la distance avec le peuple, organise la sécession des élites avec la nation et les français. Il compte donc sur la force armée et sur les médias (voir [ici](#)), pour en venir à ses fins.

Mais la réalité, bien qu'incertaine, est inquiétante pour le régime. Les dernières élections législatives partielles n'ont vu que 12% du corps électoral se déplacer. Les élus ne l'ont été que par 2% des inscrits. Et les candidats LREM ont tous été balayés. Macron est minoritaire, rejeté dans l'opinion. Il n'est fort que de la faiblesse de ses adversaires. Se prendre un jour pour le chef du Liban (voir [ici](#)), un autre pour l'arbitre du match que veut jouer la Turquie contre la Grèce ou l'Azerbaïdjan ne pourra faire oublier son impopularité grandissante auprès de la grande majorité des Français. Et ne pourra éviter que sonne l'heure des comptes qui devront bien être soldés.

Jacques Cotta

Le 1er octobre 2020